

Entretien accordé par le Professeur Anastase Gasana au journaliste Bamwanga de Radio Rwanda (Kigali, le 21 octobre 1990).

Q. : Professeur Gasana, vous êtes également conseiller technique à la présidence du MRND, pouvez-vous nous parler en tant qu'intellectuel de cette attaque que les ennemis du Rwanda ont lancé au Mutara, pouvez-vous nous décrire cette attaque?

R. : Pour justifier leur attaque qu'ils ont lancée au Mutara, les ennemis du Rwanda ont l'habitude de mettre à l'avant-plan les conditions de vie des réfugiés rwandais à l'extérieur. Les véritables raisons de cette attaque ne sont pourtant pas les conditions de vie des réfugiés à l'extérieur. Les véritables raisons sont plutôt d'ordre politique et sont fondées sur la soif du pouvoir monarchique et féodal que certains de ces réfugiés rwandais souhaitent rétablir au Rwanda alors que le peuple majoritaire s'est prononcé contre ce pouvoir à travers le référendum qui a été organisé le 25 septembre 1961 sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. S'il s'agissait d'un problème lié aux conditions de vie des Rwandais, ceux qui ont émigré pour chercher un emploi rémunéré et faire fortune à l'époque où l'Ouganda avait une bonne situation économique et était comparé à l'Angleterre, se seraient joints à ceux qui ont attaqué le Rwanda pour créer le désordre et les troubles. Le fait qu'ils ne s'y associent pas malgré qu'ils sont nombreux en Ouganda et au Zaïre tel qu'au Katanga dans la région du Shaba, prouve que la guerre du Mutara tire ses origines dans la politique des nostalgiques du pouvoir féodal et de ceux qui souhaitent prendre leur revanche sur la révolution de 1959. Le problème n'est donc pas qu'ils n'ont pas de nourriture, qu'ils n'ont pas de travail, qu'ils n'ont pas accès à l'éducation ou d'espace pour y vivre, le problème est qu'ils veulent le pouvoir, et c'est tout.

Q. : Professeur Gasana, vous venez de nous expliquer que le problème est lié à une certaine politique. Voulez-vous nous expliquer quelle est cette politique ?

R. : La première raison de cette attaque comme je l'ai évoqué tout à l'heure, est que les réfugiés rwandais n'ont jamais reconnu la révolution de 1959, la démocratie instaurée le 28 janvier 1961 et le vote référendaire du 25 septembre 1961. Pour preuve, le Gouvernement rwandais a créé depuis 1960 un ministère chargé des réfugiés, il leur a

demandé de rentrer, mais ils ont, de leur propre chef, choisi de trahir le Rwanda et de l'attaquer depuis cette année jusqu'en 1967. L'objectif qu'ils avaient à cette époque était de prendre leur revanche sur la révolution de 1959 en rétablissant au Rwanda le régime monarchique avec ses attributs. J'estime que cela constitue cependant une perte de temps parce que les Rwandais se sont publiquement prononcés contre cela à travers des élections qui ont été supervisées par l'ONU. Je suis d'avis que ni la population, ni l'ONU ne peuvent revenir sur leur décision. Peu importe qu'on soit Inkotanyi, qu'on soit armé d'épées, de fusils et de munitions, peu importe la quantité d'armes à sa disposition, on ne peut pas rétablir dans le pays un pouvoir monarchique et féodal contre lequel 80% la population s'est prononcée à travers un vote supervisé par l'ONU.

Pour un observateur averti, le deuxième motif de cette attaque est lié aux problèmes internes de l'Ouganda ainsi qu'aux problèmes personnels du président ougandais. Le président aurait pris un engagement très délicat dont il voudrait s'acquitter, mais en exportant ses problèmes au Rwanda pour que personne ne sache la dette qu'il a envers les réfugiés rwandais qui l'ont aidé à prendre le pouvoir en Ouganda. Ainsi personne d'autre à part lui-même et les concernés ne saura qu'il s'est acquitté de cette dette. Quand on y regarde de plus près et qu'on fait une analyse, on constate qu'il est possible que le président ougandais ait des problèmes avec la tribu des Baganda dont est originaire Obote ainsi que les autres tribus du nord du pays dont sont originaires le général Okelo et Amani Dada (sic !). Toutes ces tribus n'apprécient guère que leur armée soit composée à majorité et dirigée par les réfugiés rwandais. Vous savez que l'appartenance à une armée nationale donne droit à une rémunération et que c'est une carrière dont vivent les gens ainsi que les membres de leurs familles respectives. Il est dès lors compréhensible que la domination des Rwandais parmi les hommes de troupes ainsi que dans les rangs des officiers au sein de l'armée de l'Ouganda ne plait guère aux autochtones qui souhaiteraient gagner leur vie et faire vivre leurs familles en faisant ce travail. Une telle réaction de la part d'un autochtone est tout à fait normale.

Si le président ougandais a des problèmes à l'intérieur même de son pays, qu'il cherche des solutions à l'intérieur avec la population, ou qu'il reconnaisse publiquement qu'il a

des problèmes et demande à la communauté internationale et aux pays amis de l'assister plutôt que de masquer cet état de choses en tentant d'exporter insidieusement ses problèmes au Rwanda en espérant que la communauté internationale n'en sera pas informée.

Si on approfondit ces différents points, on constate que le Rwanda a été attaqué en réalité par l'Ouganda parce que les ennemis qui l'ont attaqué sont des membres de l'armée nationale ougandaise qui reçoivent mensuellement leur solde du gouvernement ougandais, portent l'uniforme de l'armée ougandaise, utilisent du matériel ougandais tel que armes, véhicules et autres, et sont approvisionnés en armes et en vivres par ce même pays. Un chef d'état-major comme Museveni ne peut pas affirmer que 10.000 de ses hommes ont fait défection. Cela est impossible. Même s'il s'agissait d'un seul la défection ne passerait pas inaperçue. Ensuite on ne prend aucune mesure disciplinaire en vue de déchoir les fautifs de leurs grades pour cause d'insubordination et de les déférer devant les juridictions militaires pour être jugés. On peut se poser beaucoup de questions à propos de ceux qui ont attaqué le Rwanda. En partant du fait qu'ils appartiennent à l'armée nationale ougandaise, on peut se demander s'ils sont Rwandais. Nous savons qu'il faut d'abord être citoyen d'un pays pour pouvoir faire partie de son armée ; je me demande par conséquent si ces personnes qui constituent, au sein de l'armée nationale ougandaise, le groupe dénommé Inkotanyi sont toujours des Rwandais alors qu'ils font partie de l'armée ougandaise. C'est pour cette raison que je continue à affirmer que l'agression contre le Rwanda a été perpétrée par une partie de l'armée nationale ougandaise sous le commandement des officiers de l'armée nationale ougandaise.

S'il est donc nécessaire que le Gouvernement rwandais entame des négociations en vue du rétablissement de climat de paix et de confiance à la frontière des deux pays, le Gouvernement rwandais engagerait ces négociations avec le Gouvernement ougandais, mais de telles négociations seraient sujettes au retrait par l'Ouganda de toutes ses forces engagées au Mutara, dans la partie nord du Rwanda.

J'estime que l'Ouganda doit s'expliquer devant le Nations Unies et retirer sans tarder ses hommes qu'il a lâchés dans le nord du Rwanda au Mutara comme je viens de le dire. J'ai entendu dire qu'un contingent ou plusieurs contingents militaires en provenance des pays membres de l'union européenne viendraient ; s'interposer entre les belligérants, mais ce serait pour séparer qui et qui ? S'il s'avérait nécessaire de déployer une force multinationale entre les belligérants, cette force serait déployée entre le Rwanda et l'Ouganda, c'est à dire à la frontière entre les deux pays pour que les troupes de l'armée nationale ougandaise que ce pays aura retiré ne reviennent envahir le territoire rwandais au Mutara, pour que ces éléments n'échappent pas encore une fois à la surveillance de Museveni.

Q. : Quels sont les objectifs de ce contingent « appelé Inkotanyi » de l'armée nationale ougandaise qui a perpétré cette agression contre le Rwanda ?

R. : Les objectifs des Inkotanyi ne consistent qu'à instaurer au Rwanda le règne par l'épée, semer la mort et la désolation jusqu'à ce que les Inkotanyi prennent le pouvoir. Ils régneraient alors par l'épée, voilà leur objectif. On peut se demander dès lors, comment des gens qui sont venus avec l'objectif avoué verser le sang au Rwanda peuvent tromper la population en prétendant apporter la démocratie et la liberté. Comment peut-on prétendre apporter le salut aux Rwandais quand on est entré dans le pays en massacrant avec l'épée et le fusil et en versant le sang des Rwandais. Cela n'est que mensonge. Personne ne peut avoir le toupet de prétendre apporter la démocratie aux gens ; cela n'existe pas ; cela n'est imaginable que pour des gens qui ne réfléchissent pas ou qui réfléchissent de travers comme les Inkotanyi. Le peuple se choisit lui-même sa forme de démocratie. Les Rwandais ont donc choisi leur démocratie de leur propre initiative le 28 janvier 1961. Ils viennent de vivre 30 ans dans la démocratie, ils viennent de passer une période de 30 ans durant laquelle ils ont choisi eux-mêmes leurs dirigeants. A titre d'exemple, ils ont élu le président de la république et les membres du parlement en 1988, et au cours de cette année 1990, ils ont élu les conseillers communaux ainsi que les responsables des cellules. La période de 17 ans que les Rwandais viennent de vivre dans un climat de paix et d'unité nationale n'est certes pas longue, mais elle n'est pas courte

non plus. Cette culture d'unité et de collaboration entre les Rwandais et la lutte contre le divisionnisme ont été confirmées par les 17 ans d'existence de la deuxième république ainsi que les 15 ans d'existence du MRND qui a sensibilisé tout le pays à cette culture de telle manière qu'il n'est pas facile de tenter d'infiltrer la société rwandaise. Les Rwandais ont démontré cela depuis que le pays a été attaqué par des ennemis venus de l'Ouganda qui voulaient semer la zizanie entre les ethnies et les régions, et que les Rwandais y ont résisté parce qu'ils savent que l'ennemi a attaqué tout le pays entier sans cibler une ethnie ou une région en particulier et en épargnant une autre. Les Rwandais se sont serrés les coudes dans la démocratie et de leur propre initiative, et ils sont fermement rangés derrière les dirigeants qu'ils ont choisis eux-mêmes à partir des membres des comités de cellules, à savoir les « Responsables de cellules » jusqu'à son Excellence le Président de la République. Rien ne peut les faire reculer dans cette voie, que ce soit l'épée ou le fusil. Les plans des Inkotanyi qui ont attaqué le Rwanda avec l'objectif de rétablir le pouvoir monarchique et féodal ont été décriés dès le départ par les Rwandais, qu'ils soient Hutus, Tutsis ou Twas. Cela est en effet une idéologie qui est dépassée et qui ne peut pas trouver d'audience au Rwanda. Personne ne devrait en effet oublier que le pouvoir appartient au peuple, et que c'est ce peuple qui délègue ce pouvoir. C'est cela la signification de la démocratie. Quant au pouvoir fondé sur l'épée, le fusil ou les balles, celui-là n'a plus de place au Rwanda à notre époque.

Q. : Mais au fait, Militant Professeur, certaines personnes appellent ceux qui ont attaqué le Rwanda des réfugiés, d'autres les ennemis du Rwanda, d'autres les Inyenzi, quel est le dénominateur commun à tous ces vocables et quelle est la différence entre eux ?

R. : Le terme « réfugié » vient du verbe « se réfugier » qui s'emploie quand quelqu'un quitte sa région pour aller s'installer ailleurs, ou quand quelqu'un quitte son pays pour aller vivre dans un autre pays. Je vous ai dit tout à l'heure que les premiers rwandais sont partis en exil en 1959, lorsque le peuple majoritaire s'est soulevé pour montrer qu'il ne voulait plus du pouvoir monarchique fondé sur la féodalité et l'oppression. A cette époque, ceux qui soutenaient la féodalité, la vassalité et le travail forcé dans le pays ont refusé la démocratie et le pouvoir républicain et ont préféré partir dans un exil sans retour

et sont devenus ainsi des réfugiés dans les pays limitrophes et dans d'autres pays étrangers. Il y a aussi des personnes qui sont parties en exil en 1973 à l'occasion des troubles consécutifs à ceux qui se sont produits au Burundi en 1972, et d'autres personnes qui ont fui la paix et l'unité en 1990 ; ce sont ceux-là qui prétendent amener la paix et la démocratie au Rwanda après l'avoir dévasté.

Le terme « Inyenzi » désigne une organisation regroupant des réfugiés qui ont décidé de prendre des armes depuis 1963 pour combattre le Rwanda afin d'y détruire l'indépendance et le pouvoir républicain. C'est dans cette logique que s'inscrivent principalement les Inyenzi de 1963, 1964, 1965, 1966, et 1967. Ce sont des gens qui haïssent beaucoup le Rwanda et veulent faire tout le mal imaginable à ce pays en le privant de l'unité, la paix et le développement atteints pendant ces derniers 30 ans. Vous m'avez demandé de vous dire le nom qui convient à ce groupe de gens qui ont attaqué le pays ; le nom qui convient le mieux à leur nature et à leurs actes est celui d' « ennemis du Rwanda », parce que ces personnes sont, comme je l'ai expliqué tout à l'heure, des membres de l'armée nationale ougandaise, portent l'uniforme de l'armée ougandaise, sont nourris par ce pays et reçoivent toute la logistique qui consiste en vivres, armes, solde mensuel et la couverture médiatique assurée par des journalistes étrangers qui viennent les visiter au Mutara et font leur propagande en Europe et ailleurs. Tout est organisé à partir de Kampala, la capitale de l'Ouganda. Le dit contingent de l'armée nationale ougandaise, appelé Inkanyi est composé de réfugiés rwandais qui font partie de l'armée nationale ougandaise ainsi que d'autres éléments qui ne sont pas originaires du Rwanda. Lorsque on met ces différentes composantes ensemble, on constate qu'elles sont ennemies du Rwanda, des ennemis du pays, des personnes qui ne souhaitent pas que la paix règne au Rwanda et au sein de sa population hutue, twa ou tutsie.

Q. : A votre avis, quelle serait la solution à ces problèmes ?

R. : Comme je l'ai déjà déclaré, le Rwanda a été attaqué par un contingent de l'armée nationale ougandaise. L'Ouganda doit s'en expliquer devant l'organisation panafricaine et l'organisation des Nations Unies, il doit expliquer les raisons pour lesquelles il a lâché une partie de ses troupes sur le sol rwandais. Il est vraiment regrettable d'entendre

l'Ouganda déclarer que le Rwanda viole son espace aérien, que notre appareil de combat a violé leur espace aérien alors que c'est plutôt eux qui nous ont agressés. Cette accusation formulée par l'Ouganda m'a personnellement profondément choqué ; subir une agression de quelqu'un et l'entendre se plaindre ensuite d'être agressé, de subir votre invasion alors que c'est lui qui est à l'origine de tout.

Pour moi, l'Ouganda doit retirer sans délais ses troupes qu'il a lâchées sur le sol rwandais au Mutara. Une fois que l'Ouganda aura retiré ses troupes et qu'il ne restera plus un seul de ses hommes, des troupes en provenance des pays membres de la communauté économique européenne seront déployées à la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda. Commenceraient alors les négociations entre le Rwanda, l'Ouganda et tous les autres pays qui ont accueilli des réfugiés rwandais à savoir le Burundi, le Zaïre, le Kenya et d'autres. Par la suite, il y aura, sous la supervision du Haut Commissariat aux Réfugiés, un recensement de ceux qui veulent rentrer au Rwanda, ceux qui souhaitent rester dans les pays d'accueil et prendre la nationalité des ces pays, ainsi que ceux qui souhaitent rester dans les pays d'accueil mais avec la nationalité rwandaise.

Une fois ce recensement achevé, la communauté internationale et les pays amis aideraient le Rwanda à rapatrier tous ceux qui le souhaitent, à leurs trouver des vivres, à construire des hôpitaux et des centres de santé et à y affecter du personnel, à construire des salles de classe et à y affecter des enseignants compétents, à mettre en place d'autres structures qui sont occasionnées par la nécessité d'accueillir un grand nombre de personnes qui rentrent en même temps dans un pays où ils ne vivaient pas d'habitude. Je suis donc en droit d'espérer que de la même manière que les Rwandais ont contribué à médiatiser le problème des Inkotanyi, ils contribueront à aider le Rwanda dans le rapatriement des réfugiés rwandais qui en auront exprimé le souhait pendant le recensement, et à expliquer à ceux qui ne souhaitent pas rentrer volontairement qu'ils ne pourront plus jamais engager une guerre contre le pays.

La rédaction